

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

MUFG BANK, LTD.

Société de droit japonais au capital de 1 711 958 millions de yens.
Siège social : 7-1 Marunouchi 2, Chome Chiyoda-Ku, Tokyo 100 (Japan).

I. – Bilans consolidés au 31 mars 2024 et 2025

(En millions de yens.)

Actif	2025	2024
Liquidités et créances sur les banques	¥ 90 453 900	¥ 90 142 381
Crédit à vue et effets achetés	1 860 949	1 500 879
Créances clients sur conventions de revente	6 764 269	5 494 478
Créances clients sur opérations d'emprunts de titres	796 134	1 094 957
Créances monétaires achetées	4 578 766	5 053 642
Actifs détenus à des fins de transaction	8 154 337	7 865 141
Fonds détenus en fiducie	624 178	39 021
Titres de placement	69 751 514	70 152 979
Emprunts et effets escomptés	119 221 145	114 311 204
Devises étrangères	1 738 797	2 218 116
Autres actifs	14 261 951	13 602 034
Immobilisations corporelles :	926 087	904 799
Bâtiments	225 837	223 369
Terrains	520 710	532 973
Actifs de crédit-bail	4 409	9 429
Immobilisations en cours	32 080	28 758
Autres immobilisations corporelles	143 049	110 268
Immobilisations incorporelles :	918 559	863 887
Logiciels	384 354	331 734
Écart d'acquisition	173 851	145 562
Actifs de crédit-bail	0	1
Autres immobilisations incorporelles	360 353	386 588
Actifs nets au titre des régimes à prestations déterminées	1 477 710	1 280 486
Impôts différés	73 538	129 495
Dettes clients pour engagements et garanties	11 069 146	10 608 663
Provision pour créances irrécouvrables	-1 064 582	-1 401 027
Total actifs	¥ 331 606 405	¥ 323 861 142

Passif	2025	2024
Dépôts	¥ 214 706 827	¥ 211 083 905
Certificats de dépôt négociables	11 647 851	11 184 279
Crédits à vue et effets vendus	784 502	693 411
Dettes sur conventions de rachat	26 153 500	19 024 100
Dettes sur opérations de prêts de titres	136 199	83 784
Effets de commerce	3 062 422	2 807 589
Passifs détenus à des fins de transaction	3 673 707	3 871 531
Fonds empruntés	30 505 881	35 561 966
Devises étrangères	2 423 534	3 429 677
Obligations à court terme payables	144 000	0
Obligations payables	1 705 304	1 863 371
Autres dettes	10 766 953	9 278 666
Réserve de participation aux bénéfices	134 348	134 418
Réserve de bonus versés aux administrateurs	1 772	1 903
Réserve pour dividendes	4 423	4 597
Passifs nets au titre des régimes à prestations déterminées	95 432	93 352
Réserve pour prestations de retraite aux administrateurs	577	507
Réserve pour rétributions liées à la fidélisation des collaborateurs	682	11 522
Réserve pour pertes éventuelles	76 429	86 213
Réserves constituées en vertu de lois spécifiques	3 378	0
Impôts différés passif	192 440	150 498
Impôts différés passif pour réévaluation de terrains	81 148	82 942

Engagements et garanties	11 069 146	10 608 663
Total passif	¥ 317 370 466	¥ 310 056 904
Actifs nets :		
Capital social	¥ 1 711 958	¥ 1 711 958
Excédent de capital	3 582 916	3 660 984
Bénéfice non distribué	6 210 975	5 875 223
Actions en trésorerie	-645 700	-645 700
Total capitaux propres	10 860 150	10 602 466
Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s sur titres disponibles à la vente	1 211 686	1 370 832
Gains nets (pertes nettes) différé(e)s sur instruments de couverture	-916 759	-767 470
Excédent de réévaluation de terrains	156 189	162 441
Écarts de conversion des devises	1 883 608	1 524 323
Réévaluations des Régimes de retraite à prestations déterminées	440 903	376 402
Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s sur prêts des filiales et sociétés liées à l'étranger	3 457	0
Total des autres éléments du résultat global cumulés	2 779 086	2 666 528
Droits de souscription d'actions	11	0
Intérêts minoritaires	596 689	535 243
Total actifs nets	14 235 938	13 804 238
Total passifs et actifs nets	¥ 331 606 405	¥ 323 861 142

II. – Comptes de résultat consolidés pour les exercices clos le 31 mars 2024 et 2025

(En millions de yens.)	2025	2024
Produits ordinaires	¥ 9 707 408	¥ 8 484 706
Intérêts créditeurs :	6 714 011	6 007 186
Intérêts sur prêts et effets escomptés	3 859 401	3 696 820
Intérêts et dividendes sur titres	1 205 553	843 410
Intérêts sur crédits à vue et effets achetés	31 826	31 519
Intérêts des créances clients sur convention de revente	298 113	273 625
Intérêts des créances clients sur opérations d'emprunts de titres	60 510	51 659
Intérêts des créances sur les banques	565 373	520 465
Autres intérêts créditeurs	693 232	589 684
Droits de fiducie	1 282 912	0
Honoraires et commissions	164 215	1 115 580
Produits des opérations de négoce	558 152	192 345
Autres produits d'exploitation	988 116	588 263
Autres produits ordinaires	107 208	581 329
Gains sur prêts passés en pertes et profits	85 399	75 872
Autres	795 507	505 457
Charges ordinaires	7 950 896	7 134 428
Intérêts débiteurs :	4 185 392	3 862 170
Intérêts des fonds en dépôt	1 963 174	1 809 120
Intérêts des certificats négociables de dépôt	503 628	469 971
Intérêts sur crédits à vue et effets vendus	3 958	2 017
Intérêts des dettes sur conventions de rachat	575 016	564 443
Intérêts des dettes sur opérations de prêt de titres	3 226	2 857
Intérêts des effets de commerce	137 072	145 698
Intérêts sur fonds empruntés	454 545	411 884
Intérêts des obligations payables	187	0
Autres intérêts débiteurs	93 142	93 629
Honoraires et commissions	451 440	362 547
Frais de négoce	244 751	201 289
Autres charges d'exploitation	926 063	479 351
Frais généraux administratifs	2 087 060	1 928 214
Autres charges ordinaires	507 629	663 402
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	0	352 057
Autres charges	507 629	311 344
Bénéfices ordinaires	1 756 511	1 350 277

(En millions de yens.)	2025	2024
Produits exceptionnels	63 029	14 359
Plus-values sur cession d'actifs immobilisés	15 253	14 359
Reprise de provision pour passifs éventuels liés aux opérations sur instruments financiers	16	0
Plus-values sur vente d'actions de sociétés liées	47 759	0
Pertes exceptionnelles	74 171	36 046
Pertes sur cession d'actifs immobilisés	9 262	11 986
Pertes sur dépréciation d'actifs immobilisés	59 055	24 059
Dotation aux provisions pour passifs éventuels liés aux opérations sur matières premières	0	0
Pertes sur les acquisitions par étapes	5 854	0
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	1 745 369	1 328 591
Impôts sur les bénéfices - courants	270 983	328 101
Impôts sur les bénéfices - différés	197 309	26 974
Total impôts	468 292	355 075
Bénéfice	1 277 077	973 515
Bénéfice attribuable aux intérêts minoritaires	45 197	28 787
Bénéfice attribuable aux propriétaires de la société mère	1 231 880	944 728

(En millions de yens.)	2025	2024
Bénéfice	¥ 1 277 077	¥ 973 515
Autres éléments du résultat global		
Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s sur titres disponibles à la vente	-156 017	623 613
Gains nets (pertes nettes) différé(e)s sur instruments de couverture	-148 775	-294 324
Excédent de réévaluation foncière	-2 317	0
Écarts de conversion des devises	372 867	489 428
Réévaluations des Régimes de retraite à prestations déterminées	64 872	247 302
Gains nets (pertes nettes) non réalisé(s) sur prêts de filiales étrangères	4 279	0
Part des autres éléments du résultat global des sociétés liées comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence	18 747	14 897
Total des autres éléments du résultat global	153 658	1 080 917
Résultat global	1 430 735	2 054 433
(Résultat global attribuable aux)		
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère	1 348 374	1 993 768
Résultat global attribuable aux intérêts minoritaires	82 361	60 664

III. – Notes aux États Financiers Consolidés pour les exercices clos les 31 mars 2024 et 2025

1. – Principales procédures comptables appliquées aux états financiers consolidés

IV. Principes comptables

(6) Provision pour créances irrécouvrables

La Banque et ses filiales nippones consolidées déterminent le montant de la provision pour créances irrécouvrables conformément aux critères internes d'auto-évaluation de la qualité des actifs et aux critères internes s'appliquant aux passations par pertes et profits et aux provisions.

Pour les créances sur des emprunteurs qui ont fait l'objet d'une faillite, d'une procédure spéciale de liquidation ou d'une procédure judiciaire comparable ou dont les effets ont été refusés et dont le traitement par les chambres de compensation a été suspendu (« emprunteurs en situation de faillite ») ou sur des emprunteurs qui ne sont pas légalement ou formellement en faillite, mais qui sont considérés comme se trouvant dans une situation globalement similaire (« emprunteurs en situation de quasi-faillite »), des provisions sont constituées sur la base du montant des créances, après passations par pertes et profits comme indiqué ci-dessous et déduction faite des montants attendus provenant de la réalisation des garanties et de l'exécution des sûretés.

Pour les créances sur des emprunteurs qui ne sont pas encore en situation de faillite légale ou formelle, mais qui sont considérés comme présentant un risque élevé de faillite (emprunteurs « susceptibles de faire faillite »), lorsque les montants des remboursements du principal et des intérêts ne peuvent être estimés de manière raisonnable à partir des flux de trésorerie des emprunteurs, des provisions sont constituées sur la base d'une évaluation globale de la solvabilité des créances, déduction faite des montants attendus provenant de la réalisation des garanties et de l'exécution des sûretés.

Pour les créances sur des emprunteurs susceptibles de faire faillite et les créances sur des emprunteurs nécessitant une surveillance étroite, lorsque les montants des remboursements de principal et des paiements d'intérêts peuvent être estimés de manière raisonnable à partir des flux de trésorerie des emprunteurs, des provisions sont constituées à hauteur de la différence entre la valeur comptable des créances et les flux de trésorerie correspondants actualisés au taux d'intérêt contractuel initial (méthode d'estimation des flux de trésorerie).

Pour les autres créances, les provisions sont constituées principalement sur la base des pertes prévues pour la période d'un an immédiatement consécutive ou sur la durée moyenne restant à courir des prêts.

Les pertes attendues sont calculées en appliquant un taux de pertes, qui est obtenu sur la base du taux moyen des pertes de crédit historiques ou des probabilités historiques de défaut sur une période donnée, éléments qui résultent des pertes de crédit réelles ou des défauts réels sur une période d'un an ou sur une période équivalant à la durée moyenne restant à courir des prêts, en tenant compte des ajustements nécessaires pour les projections de pertes futures et d'autres facteurs.

Pour les créances provenant de certains pays étrangers, des provisions supplémentaires sont constituées sur la base d'une évaluation de la situation politique et économique de ces pays.

Toutes les créances sont évaluées par les succursales concernées et les services de contrôle du crédit conformément aux critères internes d'auto-évaluation de la qualité des actifs. Le service de contrôle du crédit, qui est indépendant des services opérationnels, procède ensuite à un audit de ces évaluations.

Pour les créances sur des emprunteurs en situation de faillite ou de quasi-faillite, le montant des créances dépassant la valeur estimée des garanties et des sûretés, qui est considéré comme irrécouvrable, est passé en perte. Le montant total des passations par pertes et profits s'élevait à 172 611 millions de yens (contre 192 692 millions de yens aux 31 mars 2024).

Les filiales consolidées qui n'adoptent pas les procédures susmentionnées constituent des provisions pour les créances évaluées collectivement sur la base de leur historique de pertes sur créances ou d'autres facteurs et pour les créances dépréciées spécifiques sur la base d'une évaluation individuelle de leur recouvrabilité.

[...]

Principales estimations comptables

I. Provision pour créances irrécouvrables

(1) Montant comptabilisé dans les états financiers consolidés pour l'exercice sous revue

La Banque et ses filiales bancaires (le « Groupe ») exercent des activités de prêt dans le cadre de leurs activités principales. Afin de couvrir les pertes probables résultant de la diminution ou de l'élimination de la valeur d'actifs, tels que les créances de prêts liées à la détérioration de la situation financière des parties auxquelles des prêts et autres formes de crédit ont été accordés (le risque de subir de telles pertes étant appelé « risque de crédit » au sein du Groupe), une provision pour créances irrécouvrables est enregistrée selon la méthode de calcul prescrite dans nos politiques internes. Le montant de la provision pour créances irrécouvrables figurant au bilan consolidé à la fin de l'exercice sous revue s'élève à 1 064 582 millions de yens (contre 1 401 027 millions de yens au 31 mars 2024).

La provision pour créances irrécouvrables est déterminée conformément aux politiques internes prédéfinies et approuvée par le Comité de crédit relevant du Comité exécutif. En outre, des services d'audit de crédit indépendants vérifient les résultats de l'évaluation comme décrit au point « (6) Provision pour créances irrécouvrables » du chapitre « IV. Principes comptables » sous « 1. Principales procédures comptables appliquées aux états financiers consolidés ».

Les estimations et les hypothèses significatives utilisées pour le calcul de la provision pour créances irrécouvrables sont sujettes à incertitude. Les évolutions futures liées à la situation entre la Russie et l'Ukraine et aux politiques commerciales de divers pays, qui devraient avoir un impact sur le contexte opérationnel de nos emprunteurs et sur l'environnement économique, restent en particulier soumises à une forte incertitude. Nous formulons certaines hypothèses en conséquence, notamment celles que la situation actuelle entre la Russie et l'Ukraine se maintiendra dans un avenir prévisible et que les

politiques commerciales de divers pays, bien que susceptibles de subir des changements politiques et autres changements à court terme, seront toujours mises en œuvre en tenant compte des tendances économiques et des tendances des prix. La provision comptabilisée reflète notre meilleure estimation, basée sur ces hypothèses et faite de façon à garantir l'objectivité et la rationalité.

(2) Autres informations concernant les estimations comptables et utiles à la compréhension par les lecteurs des états financiers consolidés

(Provision pour créances irrécouvrables de la Banque et de ses filiales nippones consolidées)

(a) Méthode de calcul du montant comptabilisé dans les états financiers consolidés pour l'exercice sous revue

La méthode de calcul de la provision pour créances irrécouvrables mise en œuvre par la Banque et ses principales filiales bancaires nippones consolidées inclut diverses estimations, telles que la détermination des notations de crédit des emprunteurs basées sur une évaluation et une classification de la capacité de service de la dette des emprunteurs, une évaluation de la valeur des garanties obtenues des emprunteurs, une estimation des flux de trésorerie futurs par application de la méthode d'estimation des flux de trésorerie, et des ajustements en fonction des projections de pertes futures et d'autres facteurs affectant les taux de pertes calculés sur la base d'un historique des pertes de crédit enregistrées. Pour plus de détails sur la méthode de calcul des provisions, se reporter à la rubrique « (6) Provisions pour créances irrécouvrables » du chapitre « IV. Principes comptables » sous « 1. Principales procédures comptables appliquées aux états financiers consolidés ». Le montant de la provision pour créances irrécouvrables et le solde des prêts de la Banque et de ses principales filiales bancaires consolidées au Japon, inscrits au bilan de la Banque à la fin de l'exercice considéré, s'élèvent respectivement à 530 929 millions de yens et 107 742 591 millions de yens (contre respectivement 841 518 millions de yens et 103 444 984 millions de yens au 31 mars 2024).

(b) Principales hypothèses utilisées pour calculer les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés pour l'exercice sous revue

La Banque et nos principales filiales bancaires nippones consolidées appliquent la méthode d'estimation des flux de trésorerie pour déterminer la provision pour créances irrécouvrables pour les prêts accordés à des emprunteurs en situation de quasi-faillite et à des emprunteurs nécessitant une attention et une prudence particulières, dans les cas où il est possible d'estimer de manière raisonnable les flux de trésorerie liés au recouvrement du principal du prêt et à la perception des paiements d'intérêts.

L'estimation de ces flux de trésorerie futurs repose sur une évaluation spécifique à chaque emprunteur concernant la recouvrabilité des prêts, y compris l'expérience passée en matière de recouvrement, l'évaluation des plans de restructuration des emprunteurs, la situation financière et les résultats d'exploitation de l'emprunteur, ainsi que l'environnement économique du secteur dans lequel évolue l'emprunteur. À cet égard, l'estimation des flux de trésorerie futurs peut dépendre fortement de l'estimation des performances futures et de la pérennité de l'activité des emprunteurs. Les estimations sont soumises à un degré élevé d'incertitude, en particulier lorsqu'elles sont effectuées dans le cadre d'évaluations de la recouvrabilité de prêts accordés à des emprunteurs en situation de quasi-faillite pour lesquels il n'existe pas d'informations objectives facilement disponibles.

De plus, la Banque détermine les taux de pertes principalement en les évaluant sur la base du taux moyen des pertes de crédit historiques ou des probabilités historiques de défaut, qui sont dérivés de l'expérience passée en matière de pertes de crédit ou de faillite, et en procédant aux ajustements nécessaires basés sur les projections futures et d'autres facteurs.

La Banque procède à ces ajustements des taux de perte calculés sur la base de l'expérience historique en matière de pertes, en tenant compte des projections futures et d'autres facteurs, notamment en considérant l'environnement commercial incertain résultant de changements potentiels dans la situation entre la Russie et l'Ukraine et dans les politiques commerciales de divers pays. Ces ajustements sont effectués lorsque cela est jugé nécessaire, par exemple en tenant compte de tout montant de perte supplémentaire prévu qui n'est pas pris en compte dans les taux de perte calculés sur la base de l'expérience historique en matière de pertes. L'impact de ces ajustements à la fin de l'exercice sous revue s'élève à 33 610 millions de yens (contre 42 492 millions de yens au 31 mars 2024).

Étant donné que ces ajustements liés aux projections de pertes futures ou d'autres facteurs et appliqués aux taux de pertes calculés sur la base des pertes historiques (ajustements réalisés pour tenir compte du risque de crédit lié aux prêts et autres actifs détenus à la fin de l'exercice) se basent sur des estimations relatives à l'impact futur de la situation entre la Russie et l'Ukraine et les politiques commerciales de divers pays sur l'environnement économique, pour lequel les données objectives ne sont pas facilement disponibles, les estimations qui en résultent sont soumises à un fort degré d'incertitude.

(c) Impact sur les états financiers consolidés du prochain exercice

Les notations de crédit internes et les estimations des flux de trésorerie futurs en application de la méthode d'estimation des flux de trésorerie sont revues au moins une fois par an. Les estimations de la performance future des emprunteurs, de la pérennité de leur activité et de la recouvrabilité des prêts, que nous considérons comme des hypothèses significatives, peuvent être revues au regard des changements dans la solvabilité des emprunteurs liés à l'évolution de leur situation financière et de l'environnement du secteur d'activité. Par conséquent, la provision pour créances irrécouvrables peut être augmentée ou diminuée significativement au cours de l'exercice suivant, si l'on estime que le risque de crédit global a augmenté ou diminué.

Les ajustements basés sur des projections de pertes futures et d'autres facteurs qui sont apportés aux taux de pertes calculés sur la base des pertes historiques et que nous considérons comme des hypothèses significatives, sont fondés sur des estimations relatives à l'évolution future de la situation entre la Russie et l'Ukraine et aux politiques commerciales de divers pays pour lesquels il n'existe pas d'informations objectives facilement disponibles. Ces hypothèses sont modifiées afin de refléter l'évolution réelle de la situation entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que les politiques commerciales de divers pays. Ces modifications peuvent entraîner une augmentation ou diminution significative de la provision pour créances irrécouvrables au cours de l'exercice suivant.

(Provision pour créances irrécouvrables de certaines filiales à l'étranger qui appliquent les IFRS)

(a) Méthode de calcul du montant comptabilisé dans les états financiers consolidés pour l'exercice sous revue

Certaines filiales étrangères qui appliquent les normes IFRS comptabilisent les provisions pour créances irrécouvrables conformément à la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». À chaque date de clôture, ces filiales évaluent si le risque de crédit relatif à un actif financier a augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale et, si tel n'est pas le cas, elles évaluent la provision pour créances irrécouvrables pour cet actif financier à un montant égal à la perte attendue sur 12 mois. En revanche, si le risque de crédit relatif à un actif financier a augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, les filiales évaluent la provision pour créances irrécouvrables pour l'actif financier à un montant égal à la perte sur créances attendue sur la durée de vie. Pour plus de détails sur la méthode de provisionnement, se reporter aux informations complémentaires dans « (6) Provision pour pertes sur créances » dans le chapitre « IV. Principes comptables sous « 1. Principes comptables significatifs appliqués aux états financiers consolidés ». Le montant de la provision pour créances irrécouvrables et le solde des prêts inscrits au bilan consolidé à la fin de l'exercice sous revue pour nos principales filiales étrangères qui appliquent les normes IFRS s'élèvent respectivement à 387 207 millions de yens et 6 430 302 millions de yens (contre respectivement 418 919 millions de yens et 6 336 261 millions de yens au 31 mars 2024). Krungsri, la principale filiale étrangère de la Banque appliquant les normes IFRS, a adopté les normes IFRS au début de l'exercice sous revue, en remplacement des normes comptables américaines (US GAAP) qu'elle appliquait précédemment. Pour plus de détails, se référer au chapitre « Changements dans les méthodes comptables (Adoption des normes IFRS par une filiale étrangère consolidée) ».

(b) Principales hypothèses utilisées pour calculer les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés de l'exercice sous revue

Les pertes de crédit attendues dans nos principales filiales à l'étranger qui appliquent les normes IFRS sont calculées pour chaque portefeuille de prêts présentant des caractéristiques de risque similaires à l'aide d'un modèle quantitatif tenant compte de scénarios de prévisions économiques basés sur des variables macroéconomiques. Les variables macroéconomiques comprennent le taux de chômage, le PIB ainsi que d'autres composantes en corrélation avec les pertes de crédit historiques. Les filiales se servent de différents scénarios de prévisions économiques en tenant compte de l'incertitude de ces scénarios et les prennent en considération en leur affectant à chacun une pondération précise. Divers facteurs, tels que l'environnement économique le plus récent et les opinions des économistes internes et externes, sont pris en compte dans la détermination des variables macroéconomiques reflétées dans ces scénarios et dans les pondérations appliquées à chacun de ces scénarios. À cet égard, les estimations faites pour déterminer ces variables macroéconomiques qui se reflètent dans divers scénarios de prévisions économiques et dans les pondérations appliquées à chaque scénario de prévisions économiques sont sujettes à une incertitude significative en raison de la variabilité et de l'incertitude significatives de l'environnement économique futur, résultant principalement de changements de l'environnement économique, de l'inflation et des politiques monétaires et commerciales de chaque pays, ainsi que de la situation géopolitique.

Le montant des pertes de crédit attendues, ainsi calculé, est ajusté en fonction de facteurs qualitatifs afin de compenser les pertes de crédit attendues non prises en compte dans un modèle quantitatif. Les filiales prévoient l'impact de l'inflation et des mesures d'allègement temporaire sur les pertes de crédit attendues déterminées à l'aide de modèles quantitatifs et tiennent compte des ajustements basés sur ces facteurs qualitatifs. Ces ajustements qualitatifs sont des estimations pour lesquelles aucune information objective n'est facilement disponible et sont donc également soumis à un degré élevé d'incertitude.

(c) Impact sur les états financiers consolidés du prochain exercice

La détermination des variables macroéconomiques à prendre en compte dans les différents scénarios de prévisions économiques et dans la pondération à attribuer à chacun de ces scénarios, ainsi que l'application d'ajustements fondés sur des facteurs qualitatifs, reposent sur des estimations relatives à l'environnement économique et à d'autres facteurs pour lesquels il n'existe pas d'informations objectives facilement disponibles. Les hypothèses pertinentes peuvent être modifiées pour tenir compte de l'évolution de l'environnement économique et d'autres facteurs et, par conséquent, du montant des provisions pour créances irrécouvrables.

IV. – Rapport des Commissaires aux comptes indépendants**Opinion**

Nous avons vérifié les états financiers consolidés de MUFG Bank, Ltd. et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2024 et 2025 et les comptes de résultat consolidés, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations de capitaux propres et des flux de trésorerie pour chacun des exercices clos, ainsi que les notes aux états financiers consolidés incluant une synthèse des principales procédures comptables. Selon nous, les états financiers consolidés ci-joints donnent une image sincère de la situation financière consolidée du Groupe, dans tous ses aspects significatifs, aux 31 mars 2024 et 2025, ainsi que de son compte de résultat consolidé et de ses flux de trésorerie consolidés pour chacun des exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables généralement admis au Japon.

Fondement de notre opinion

Nous avons procédé à ces vérifications conformément aux normes généralement admises au Japon. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans le chapitre « Responsabilités du commissaire aux comptes dans le cadre de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux dispositions du Code d'éthique professionnelle en vigueur au Japon et nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités éthiques de commissaires aux comptes. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes lors de notre audit des états financiers consolidés de l'exercice sous revue. Ces questions ont été abordées dans le cadre de notre audit des états financiers consolidés dans leur ensemble et dans le but d'émettre notre avis à cet égard et nous ne formulons pas d'opinion distincte sur ces questions.

Lors de notre audit des états financiers consolidés de la période sous revue, nous avons identifié les deux questions suivantes relatives au « Calcul de la provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de l'activité de prêt », comme étant des questions clés de l'audit :

- (1) Détermination de la notation de crédit interne de certains emprunteurs
- (2) Détermination de la provision pour créances irrécouvrables dans les filiales à l'étranger

Les questions de « l'application de la méthode d'estimation des flux de trésorerie aux prêts accordés à certains emprunteurs » et de « l'ajustement des taux de perte calculés sur la base de l'historique des pertes pour les projections de pertes futures et d'autres facteurs », qui ont été identifiées comme questions clés de l'audit dans notre audit des états financiers consolidés de la période précédente, ne sont pas identifiées comme des questions clés de l'audit dans notre audit des états financiers consolidés de la période sous revue en raison de leur niveau d'impact sur les états financiers consolidés.

Calcul de la provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de l'activité de prêt

L'activité de prêt est l'une des activités principales du Groupe. Elle implique un risque pour le Groupe de ne pas recouvrer tout ou partie des montants de prêt dus, en raison d'incidents de crédit tels que la faillite de l'emprunteur. Le Groupe constitue une provision pour créances irrécouvrables afin d'absorber les pertes probables inhérentes au portefeuille de prêts. Dans le bilan consolidé, la provision pour créances irrécouvrables se montait à 1 064,5 milliards de yens au 31 mars 2025. La politique comptable du Groupe en matière de provision pour créances irrécouvrables est présentée dans le chapitre « IV. Principes comptables - (6) Provision pour créances irrécouvrables » de la note « 1. Principes comptables significatifs appliqués aux états financiers consolidés » et dans le chapitre « Estimations comptables significatives — I. Provision pour créances irrécouvrables » de la note « 1. Principes comptables significatifs appliqués aux états financiers consolidés ».

La provision pour créances irrécouvrables est constituée conformément aux politiques internes applicables en matière d'auto-évaluation des critères de qualité des actifs et des critères s'appliquant aux passations par pertes et profits et aux provisions et a été approuvée par le Comité de crédit relevant du Comité exécutif.

Le processus de calcul pour MUFG Bank, Ltd. (la « Banque ») et ses filiales nippones consolidées inclut diverses estimations, telles que la détermination des notations de crédit internes des emprunteurs, basées sur une évaluation et une classification de la capacité de service de leur dette, une évaluation de la valeur des garanties obtenues des emprunteurs, l'estimation des flux de trésorerie futurs à l'aide de la méthode d'estimation des flux de trésorerie, et des ajustements affectant le taux de pertes calculé sur la base d'un historique des pertes de crédit enregistrées en vue de projections de pertes futures et d'autres facteurs. Dans son bilan au 31 mars 2025, la Banque a inscrit un solde des prêts pour un montant de 107 742,5 milliards de yens et a constitué une provision pour créances irrécouvrables correspondante pour un montant de 530,9 milliards de yens.

La provision pour créances irrécouvrables des principales filiales bancaires consolidées à l'étranger est comptabilisée à hauteur du montant des pertes attendues sur les prêts sur 12 mois ou sur leur durée de vie, conformément à la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». Le solde des prêts et la provision correspondante pour créances irrécouvrables, évaluées conformément aux normes comptables IFRS, s'élevaient respectivement à 6 430,3 milliards de yens et à 387,2 milliards de yens.

Description des questions clés de l'audit

(1) Détermination des notations de crédit internes pour certains emprunteurs

La détermination de la notation de crédit interne des emprunteurs, qui constitue un facteur primordial dans la constitution de la provision pour créances irrécouvrables, dépend fortement de l'estimation des performances futures des emprunteurs et de leur capacité à poursuivre leur activité, notamment dans les cas où ils seraient confrontés à de mauvaises performances commerciales. Comme cette estimation des performances futures de certains emprunteurs et de la pérennité de leur activité est également affectée par les évolutions de l'environnement commercial externe et interne des emprunteurs, notamment par des changements dans la conjoncture économique mondiale, l'inflation, les politiques monétaires et commerciales et la situation géopolitique, on est confronté à un fort degré d'incertitude et de subjectivité dans le jugement émis par la direction.

(2) Détermination de la provision pour créances irrécouvrables dans les filiales à l'étranger

Dans les principales filiales bancaires consolidées à l'étranger, les pertes de crédit attendues en vertu des normes comptables IFRS sont calculées sur la base du modèle quantitatif qui intègre les projections futures à l'aide de scénarios de prévisions économiques incluant des variables macroéconomiques. Ces variables comprennent, sans s'y limiter, le taux de chômage et le PIB, qui ont historiquement été corrélés aux pertes de crédit historiques. Comme tout scénario de prévision économique est intrinsèquement incertain, les pertes de crédit attendues s'appuyant sur le modèle quantitatif sont évaluées sous forme de moyenne pondérée des pertes de crédit attendues dans plusieurs scénarios de prévisions économiques, en affectant une pondération précise à chaque scénario. De plus, le calcul des pertes de crédit attendues à l'aide du modèle quantitatif peut être ajusté en fonction de facteurs qualitatifs qui ne sont pas intégrés dans le modèle quantitatif (ci-après désignés par « ajustements qualitatifs »). Pour déterminer certaines variables macroéconomiques liées aux nombreux scénarios de prévisions économiques, les pondérations affectées à chaque scénario de prévisions économiques, ainsi que divers autres facteurs, sont pris en compte, notamment les conditions économiques récentes et l'analyse des conditions économiques futures par des économistes internes et externes. Ces facteurs comprennent l'estimation des changements dans la conjoncture économique mondiale, l'inflation, les politiques monétaires et commerciales, ainsi que la situation géopolitique. En outre, la détermination des ajustements qualitatifs comprend l'estimation de l'impact des pertes de crédit attendues sur la base du modèle quantitatif, principalement liées à l'inflation et aux mesures d'allègement temporaire. Chaque détermination est fondée sur une estimation pour laquelle il n'existe pas d'informations objectives facilement disponibles et qui comporte un degré élevé d'incertitude et de jugements subjectifs de la part de la direction.

Le risque de déterminer la provision pour créances irrécouvrables de manière inadéquate est élevé, si les risques de crédit des emprunteurs ne sont pas correctement pris en compte dans l'estimation significative faite par la direction et dans les hypothèses utilisées pour cette estimation concernant les questions (1) et (2) ci-dessus. Par conséquent, nous avons identifié la pertinence de ces estimations significatives et des hypothèses correspondantes comme étant des questions clés de l'audit.

Comment ces questions clés de l'audit ont-elles été traitées dans l'audit ?

Concernant les questions clés de l'audit, nous avons réalisé, entre autres, les procédures d'audit suivantes :

(1) Détermination des notations de crédit internes de certains emprunteurs

- Nous avons testé l'efficacité des contrôles, incluant l'examen et l'approbation des notations de crédit internes des emprunteurs conformément aux critères internes.
- Nous avons testé l'efficacité des contrôles portant sur l'exhaustivité et l'exactitude des informations clés utilisées dans le cadre des contrôles susmentionnés, y compris les informations sous-jacentes sur les emprunteurs.
- Pour certains emprunteurs dont les notations de crédit internes dépendent fortement de l'estimation des performances futures des emprunteurs, nous avons en outre testé la pertinence des informations sous-jacentes sur les emprunteurs dans la détermination de leurs notations de crédit internes.
- Nous avons identifié les hypothèses significatives utilisées par la direction pour estimer la performance des emprunteurs et, avec l'aide de nos spécialistes du crédit ou de ceux de notre réseau (ci-après désignés par « nos spécialistes du crédit »), nous avons testé ces hypothèses significatives en les comparant aux informations externes pertinentes disponibles.

(2) Détermination de la provision pour créances irrécouvrables dans les filiales à l'étranger

- Nous avons testé l'efficacité des contrôles relatifs à la détermination de la provision pour créances irrécouvrables conformément aux normes IFRS et aux critères internes, incluant notamment les éléments suivants :
 - l'examen et l'approbation des modèles quantitatifs et des méthodologies utilisés pour évaluer les pertes de crédit attendues,
 - l'examen et l'approbation de certaines variables macroéconomiques dans les différents scénarios de prévisions économiques, ainsi que les pondérations attribuées à chaque scénario,
 - l'examen et l'approbation des ajustements qualitatifs.
- De plus, nous avons testé l'efficacité des contrôles portant sur l'exhaustivité et l'exactitude des informations clés utilisées dans le cadre des contrôles susmentionnés.
- Avec l'aide de nos spécialistes du crédit, nous avons évalué la pertinence des modèles quantitatifs et des méthodologies utilisés pour mesurer les pertes de crédit attendues en évaluant la solidité conceptuelle et la performance des modèles. Pour ce faire, nous avons examiné la documentation relative aux modèles et avons refait les tests de performance afin de déterminer si les modèles fonctionnaient comme prévu.
- Avec l'aide de nos spécialistes du crédit, nous avons évalué le caractère raisonnable de certaines variables macroéconomiques incluses dans les différents scénarios de prévisions économiques, telles que le taux de chômage et le PIB, et les pondérations afférentes, en les comparant aux prévisions macroéconomiques de sources externes disponibles.
- Avec l'aide de nos spécialistes du crédit, nous avons évalué le caractère raisonnable du recours à des ajustements qualitatifs des résultats modélisés et vérifié les hypothèses significatives formulées par la direction en les comparant aux informations externes pertinentes disponibles.

Autres informations

Les autres informations englobent les informations fournies dans les documents d'information du Groupe, qui accompagnent les états financiers consolidés audités, mais n'incluent pas les états financiers consolidés ni notre rapport d'audit y afférent.

Nous avons déterminé qu'aucune information de ce type n'existait et, par conséquent, nous n'avons effectué aucun travail à ce sujet.

Responsabilités de la Direction et du Comité d'audit et de surveillance dans le cadre des états financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés dans le respect des principes comptables généralement admis au Japon. Elle est en outre chargée de tout contrôle interne qu'elle estime nécessaire à la préparation des états financiers consolidés, afin que ceux-ci ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, la direction est chargée d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation conformément aux principes comptables généralement admis au Japon et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, à

moins que la direction n'ait l'intention de liquider le Groupe ou de cesser ses activités ou n'ait aucune alternative réaliste que celle d'agir ainsi.

Le Comité d'audit et de surveillance est chargé de superviser l'exécution par les administrateurs des tâches relatives à la conception et à l'efficacité opérationnelle des contrôles du processus d'information financière du Groupe.

Responsabilités du commissaire aux comptes dans le cadre de l'audit des états financiers consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport d'audit incluant notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément aux normes généralement admises au Japon permette toujours de détecter une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent être dues à une fraude ou erreur et sont jugées significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent raisonnablement être considérées comme susceptibles d'influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des états financiers consolidés.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes généralement admises au Japon, nous exerçons un jugement professionnel et adoptons un scepticisme professionnel tout au long de notre vérification. Par ailleurs :

- Nous identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques. Les procédures choisies sont laissées à la discrétion du commissaire aux comptes. De plus, nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter des anomalies significatives résultant de fraudes est plus élevé que celui résultant d'erreurs, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le contournement des contrôles internes.
- Lors des procédures d'évaluation des risques, nous acquérons une meilleure compréhension des contrôles internes pertinents pour l'audit, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe.
- Nous apprécions la pertinence des procédures comptables utilisées et la vraisemblance des estimations comptables et informations afférentes fournies par la direction.
- Nous apprécions la pertinence de l'application par la direction du principe de continuité d'exploitation et, sur la base des informations probantes obtenues, nous évaluons l'existence ou non d'une incertitude importante quant aux événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude importante, nous sommes tenus, dans notre rapport, d'attirer l'attention sur les informations concernées dans les états financiers consolidés ou, si ces informations sont incomplètes, de changer notre opinion. Nos conclusions sont basées sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou circonstances survenus ultérieurement sont à même d'empêcher le Groupe de poursuivre ses activités.
- Nous évaluons si la présentation générale et les informations à fournir dans les états financiers consolidés sont conformes aux principes comptables généralement admis au Japon, ainsi que la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations à fournir, et si les états financiers consolidés reflètent fidèlement les transactions et événements sous-jacents.
- Nous planifions et réalisons l'audit du Groupe afin d'obtenir un nombre suffisant d'éléments probants eu égard aux informations financières des entités ou activités commerciales du Groupe en vue de formuler notre opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués aux fins de l'audit du groupe. Nous restons seuls responsables de l'opinion formulée suite à notre audit.

Nous communiquons avec le Comité d'audit et de surveillance, notamment concernant la portée et le calendrier prévus pour l'audit et les principaux résultats de cet audit, y compris toutes les défaillances importantes du contrôle interne que nous mettons également en évidence durant notre audit.

Nous transmettons par ailleurs au Comité d'audit et de surveillance une déclaration de respect des exigences éthiques en termes d'indépendance et lui faisons part de toutes les relations et autres questions qui pourraient raisonnablement être considérées comme ayant une incidence sur notre indépendance, et le cas échéant, de toutes les mesures prises pour éliminer les menaces ou de toutes les protections mises en place.

A partir des éléments communiqués au Comité d'audit et de surveillance, nous déterminons ceux qui sont les plus importants dans l'audit des états financiers consolidés de l'exercice sous revue et qui constituent donc les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, à moins que la loi ou d'autres réglementations ne s'opposent à la communication publique d'une question ou que, dans des circonstances extrêmement rares, nous estimions

qu'une question ne devrait pas être communiquée dans notre rapport, car les conséquences négatives que cela engendrerait seraient raisonnablement susceptibles de l'emporter sur l'intérêt général d'une telle communication.

Informations relatives aux honoraires

Les honoraires des services d'audit et autres services pour les exercices clos les 31 mars 2024 et 2025, qui ont été facturés par nos soins et par les cabinets de notre réseau à la Banque et à ses filiales, se sont élevés respectivement à 5 280 millions de yens et 289 millions de yens, et à 5 113 millions de yens et 386 millions de yens.

Intéressements devant être déclarés en vertu de la loi japonaise sur les experts-comptables agréés

Notre cabinet et ses associés désignés pour cette mission n'ont aucun intéressement dans le Groupe qu'il soit nécessaire de déclarer conformément aux dispositions de la loi japonaise sur les experts-comptables agréés.

/S/ DELOITTE TOUCHE TOHMATSU LLC
Tokyo, Japon
24 juin 2025

Pour traduction certifiée conforme à l'original en anglais
que j'ai visé NE VARIETUR
Erstein, le 28 août 2025
Christine Breyel-Steiner
N° d'enregistrement : 259697

V. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à notre Succursale : Immeuble Le Centorial, 18 Rue du IV septembre 75080 Paris Cedex 02.